

Éditorial

Comité éditorial de la revue RESUME

Le premier numéro de la revue RESUME montre que la mémoire de l'esclavage et l'héritage colonial puissent être traités comme des objets scientifiques à part entière. Ce deuxième numéro déplace la question d'un cran. Il ne demande plus si les savoirs dominants, en évidence, ont une portée historique avec un héritage colonial ; il demande de préférence ce qu'il faudrait changer, concrètement, dans les salles de classe, les grilles d'évaluation, les curricula, les infrastructures numériques et les protocoles de recherche pour que cette histoire teintée de colonialité cesse de se reconduire et se reconstruire à perpétuité. D'où le thème qu'il porte : « Décolonisation des savoirs ». Que vaut une réforme éducative qui réécrit les programmes sans toucher aux méthodes d'évaluation ? Que devient un savoir local reconnu par les textes officiels mais absent des manuels et des pratiques de classe ? Et que reste-t-il de la souveraineté d'un système éducatif dont les outils numériques sont conçus ailleurs, dans une langue qui n'est pas celle de ses élèves ? Ces questions traversent le numéro. Elles ont ceci de commun qu'elles portent sur des dispositifs et non sur des principes : c'est là, dans l'outillage ordinaire de l'école et de la recherche, que la décolonisation des savoirs se vérifie.

Les neuf contributions réunies ici cernent ces questions exigeantes sous des angles différents. Beguens Théus et Vijonet Demero, dans une première contribution commune, ouvrent le numéro sur la décolonisation de l'évaluation : à partir d'un dialogue écrit avec vingt-cinq doctorants de l'INUFOCAD, ils montrent que le règne de l'erreur et de l'échec tient moins aux apprenants qu'aux instruments chargés de les mesurer. Dans une seconde contribution collective, Vijonet Demero et Beguens Théus reprennent la question en amont et proposent une méthode de diagnostic-pronostic des besoins socioéducatifs haïtiens, avant la conceptualisation de la décolonisation du savoir qui, loin d'être un simple mot d'ordre, se décline en un changement de paradigme, voulant faire du savoir un « bien public » accessible. De son côté, Michbordy Jules confronte le socioconstructivisme au konbit et esquisse les contours d'une pédagogie konbitiste enracinée dans une pratique communautaire haïtienne. Partageant des savoirs situés entre positivisme et constructivisme, Max Rosebert Shoewer Lubin interroge l'épistémologie des sciences elle-même, avant de l'envisager comme outil susceptible de conduire à la décolonisation du savoir en Haïti. Pour sa part, Rabah Tabti déplace le regard vers la Kabylie et retrace, de 1830 à nos jours, les stratégies par lesquelles la transmission orale et la préservation linguistique ont tenu lieu de résistance à l'anéantissement colonial des savoirs. À son tour, Rosette Mongo Ntoke examine la gestion scolaire au Cameroun, au Ghana et en Afrique du Sud, constatant que la mémoire de l'esclavage demeure absente des politiques éducatives qui se réclament pourtant de l'inclusion. Pour sa contribution, Pierre Michelot Jean Claude analyse les tensions que la colonialité du savoir impose au chercheur du Sud, pris entre neutralité axiologique et engagement intellectuel. Pour sa part, Justine Fassi Siaheu observe une classe de français au Cameroun et mesure l'écart entre l'approche interculturelle prescrite par les programmes et ce qui se pratique devant les élèves. Enfin, Wilfix Sagard referme le numéro sur l'intelligence artificielle en éducation haïtienne, et sur

ce que la sous-représentation du créole dans les corpus numériques fait à la justice cognitive.

Ces textes ne convergent pas parce qu'ils partagent une même thèse. Ils convergent parce qu'ils butent sur le même écart : celui qui sépare ce que les institutions éducatives déclarent de ce que leurs instruments produisent. Le curriculum peut être réécrit pendant que l'évaluation continue de trier ; la diversité culturelle peut être proclamée pendant que le manuel reste eurocentré ; l'autonomie peut être décrétée pendant que la langue d'enseignement, les outils numériques et les critères de publication demeurent importés. Force est de reconnaître que la décolonisation des savoirs se joue dans ces dispositifs de second plan, rarement dans les déclarations d'intention.

Dans son deuxième numéro, la revue RESUME ne prétend pas fournir un programme de décolonisation des savoirs. Elle rassemble des enquêtes qui indiquent où regarder pour se libérer et se décharger du fardeau colonial, à savoir : revoir la grille d'évaluation, le manuel scolaire et la langue de la classe ainsi que le corpus pédagogique qui entraîne l'algorithme.

Dans la structure de ce deuxième numéro et ses limites, huit des neuf contributions portent sur Ayiti et sur l'Afrique francophone, et toutes ces contributions sont rédigées en français, à l'exception des résumés traduits en anglais. Une revue consacrée à la pluralité des savoirs non hiérarchisés ne saurait envisager de travailler dans une seule langue et sur une aire restreinte. Comme annoncé au premier numéro, les prochaines livraisons de la revue RESUME resteront ouvertes aux contributions issues d'autres terrains non francophones (anglophones, lusophones, hispanophones, créolophones, etc.). Le libre accès demeure une condition de production et de publication de la revue RESUME, pour que les résultats des travaux et des savoirs générés reviennent aux différents publics concernés, conviés au dialogue entre sciences et sociétés, donc entre sciences et publics.

Pour citer cet article

Comité éditorial de la revue RESUME. (2026). Éditorial. *RESUME*, 1(2), 3–4.

<https://doi.org/10.68181/zf5k3216>